

Initiatives ministérielles

quelque 7 milliards de dollars. Non, ce n'est pas le même discours.

Je peux dire qu'entre 1964 ou 1965 et 1984, les dépenses publiques ont augmenté à un rythme légèrement supérieur à 14 p. 100 par an. Ce gouvernement est arrivé à maintenir ce taux à moins de 4 p. 100 d'une année sur l'autre, soit moins que le taux d'inflation. Non, ce n'est pas le même discours.

Comme promis, nous avons procédé à une réforme fiscale portant sur les impôts tant des sociétés que des particuliers, sans oublier la réforme de la taxe de vente que recommandaient depuis une quarantaine d'années un certain nombre de commissions royales d'enquête, y compris la plus récente constituée par les libéraux et qui, dans son rapport publié en 1984-1985, recommandait la mise en place d'une taxe à la consommation.

Le ministre des Finances fait-il des changements? Bien entendu. Il cherche à améliorer le fonctionnement du régime fiscal. Le député prétend-il que les libéraux n'ont jamais modifié le régime fiscal? Qu'ils n'y ont jamais apporté le moindre changement? Bien sûr qu'ils ont fait des changements. Prétendre autrement ne tient pas debout.

Et pour terminer, passons aux erreurs de projection. Si le député était franc avec la Chambre, il conviendrait, je crois, que les organisations qui ont fait des prévisions, soit les banques, les groupes de spécialistes canadiens et étrangers et tous les niveaux de gouvernement quelle que soit leur idéologie politique, se sont toutes trompées, sans exception, dans leurs prévisions pour 1992. Il reconnaîtrait que les prévisions du gouvernement fédéral étaient beaucoup plus modestes que celles du secteur privé et de certains groupes de spécialistes d'ici et d'ailleurs. Qu'on ne vienne donc pas reprocher cela au ministre des Finances!

• (1300)

M. Mills: Pourquoi manque-t-on de confiance?

M. McDermid: Le député est injuste de reprocher cela au ministre des Finances.

Pourquoi manque-t-on de confiance? Je crois qu'il y a plusieurs raisons à cela. Lorsque les gens lisent que la société General Motors va mettre à pied 20 000 travailleurs dans le monde entier et que la société IBM met à pied des milliers de travailleurs, ils craignent pour leur emploi, quel que soit leur employeur. Je comprends très bien leur inquiétude. Je crois que les gens se restreignent. Ils commencent à payer leurs dettes, comme on peut le voir. Ils épargnent, comme on peut le constater.

Je crois que les gens ont tendance à réduire leurs dépenses lorsque des choses comme celles-là se produisent. On voit cela dans le monde entier, et pas seulement au Canada. Ils sont inquiets et c'est parce qu'ils sont inquiets—ce que je ne veux pas minimiser le moins—qu'ils manquent de confiance.

Il nous faut traverser cette période de restructuration. Tous les secteurs industriels et toutes les entreprises du monde entier éprouvent ce problème. Ce n'est pas qu'au Canada qu'on manque de confiance, c'est partout. Le député n'ignore pas cela.

Il faudrait avoir une discussion très franche sur ce qui se passe dans le monde au lieu de frapper à bras raccourcis sur le gouvernement. Je vais vous donner une autre raison pour laquelle l'opposition ne cesse de nous critiquer tous les jours et de nous taper dessus à propos de tout. Ciel, nous ne minimisons pas les problèmes, nous sommes aux prises avec eux. Ils sont graves, et nous nous efforçons de les résoudre. Le député devrait donc se montrer juste à l'endroit du ministre des Finances au lieu de dire des choses pareilles.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, le ministre des Finances en second vient de déclarer à la Chambre que nous devrions avoir un débat franc sur cette question et parler de ce qui se passe vraiment au Canada. Je pense que c'est là une excellente suggestion que je vais suivre en abordant un certain sujet ce matin, de la façon la plus calme et objective possible, car je pense qu'ainsi, je pourrais peut-être me vider le cœur. Pour commencer, je crois que les mesures que le gouvernement prend à l'égard des chômeurs sont tout à fait déplorables. En tant que Canadien, je trouve révoltant, en toute franchise, que, poussé par son idéologie, le gouvernement prenne des mesures aussi répréhensibles.

Je voudrais parler de certaines des raisons pour lesquelles je m'offusque tant de tout ceci et je veux essayer de le faire le plus calmement et le plus froidement possible.

Dans son intervention, le ministre est resté sur la défensive; bien entendu, il incombe à l'opposition de s'élever contre certaines mesures, et le gouvernement doit, pour sa part, défendre sa politique. On ne peut sérieusement reprocher à nos vis-à-vis de se tenir sur la défensive, mais j'ai toujours cru notamment que le gouvernement se ferait beaucoup mieux comprendre des gens qui nous écoutent, lorsqu'il explique la situation actuelle, s'il disait carrément: «Oui, nous sommes aux prises avec de très graves problèmes comme le prouvent les chiffres sur le chômage publiés vendredi dernier que nous trouvons tout à fait terribles.»